



SÉRIE AMÉRICAINE ÉLECTIONS 2020

Par son impact sur le reste du monde autant que par ses incertitudes, l'élection présidentielle américaine va retenir notre attention durant les semaines qui viennent. Terra Nova se met à l'heure américaine en publiant des contributions venant d'horizons variés, avec pour objectif de multiplier les éclairages sur une élection atypique. Sans illustrer une position collective de Terra Nova, les textes du présent cycle viseront à mieux comprendre les impacts multiples de ce vote aux Etats-Unis et au-delà.

DERRIÈRE LA GUERRE ÉLECTORALE, LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE AVANT TOUT

9 novembre 2020 | Par Mathilde Lemoine, ancien conseiller pour la macroéconomie internationale et le commerce extérieur au Ministère de l'économie et des finances français, Chef Économiste Edmond de Rothschild

La personnalité et les dérives de Donald Trump ont masqué le caractère structurant et consensuel de certaines de ses décisions de politique économique. Je pense en particulier aux orientations de politique commerciale pour contrer la Chine et à l'importance des mesures d'incitation à l'investissement privé visant à multiplier les créations d'emploi et à soutenir la croissance des salaires. Établir une continuité de politique économique entre Obama et Trump peut être vu comme une provocation mais jette une lumière crue sur le retard pris par l'Europe en matière de *leadership* économique mondial depuis 2009.

“J’irai partout dans le monde pour ouvrir de nouveaux marchés aux produits américains. Et je ne resterai pas passif quand nos concurrents ne respecteront pas les règles. Nous avons déposé environ deux fois plus de recours contre la Chine que le gouvernement précédent – et cela fait une vraie différence. Plus d’un millier d’Américains sont au travail aujourd’hui parce que nous avons bloqué une offensive des pneus chinois. Mais nous devons aller plus loin. Il n’est pas juste qu’un pays laisse pirater impunément notre musique, nos films et nos logiciels. Il n’est pas juste que des usines étrangères aient un avantage sur les nôtres parce qu’elles sont fortement subventionnées.”

Donald Trump ? Non, Barack Obama le 24 janvier 2012 ! Il avait pour objectif de doubler les exportations américaines en deux ans par rapport à leur niveau de 2009. Finalement, elles n'auront augmenté que de 50%. Les administrations démocrates comme républicaines se sont inquiétées de la forte dégradation du déficit commercial américain, car ce déséquilibre était, selon elles, le fossoyeur de l'emploi. Le Bureau statistique du Travail (BLS) a d'ailleurs estimé les pertes d'emplois dues à l'accroissement du déficit à 3,2 millions entre 2001 et 2013. Les explications avancées étaient la «manipulation des monnaies» et la concurrence déloyale.

Certes les réponses apportées diffèrent. L'administration Obama a notamment privilégié la signature de l'accord commercial Trans-Pacifique alors que l'administration Trump a favorisé l'augmentation des droits de douane. Ces derniers ont augmenté de 17% en moyenne sur les biens échangés entre les États-Unis et la Chine. Le déficit courant américain a fortement diminué de -5.9% en 2006 à -2.5% en 2015 pour se stabiliser autour de -2% avant la pandémie de Covid-19. Au-delà de la réduction du déficit, l'obsession partagée est de retrouver un poids significatif dans le commerce mondial. Il est aujourd'hui proche de celui de l'Allemagne et presque quatre fois moins important que celui de l'Union européenne ou de l'Asie. La situation est un peu différente si l'on ajoute les services aux biens. Dans ce domaine, les États-Unis restent le premier exportateur mondial, mais ils souhaitent garder cette place de leader qui leur est contestée par l'Union européenne prise dans son ensemble. Ils cherchent à y parvenir en soutenant leurs entreprises exportatrices d'immatériel et en faisant respecter les règles de propriété intellectuelle. La réforme fiscale mise en œuvre en 2017 a accompagné l'objectif de reconquête de parts de marché mondial dans le secteur des services. Un des volets du «*Tax cuts and Jobs Act*» a consisté à appliquer une fiscalité particulièrement allégée aux revenus d'actifs intangibles résultant d'exportations. De plus, les demandes de respect des droits de propriété intellectuelle et les demandes d'ouverture du marché chinois aux services américains (finance, juridique...) sont au cœur des revendications. Le premier article de l'accord commercial EU-Chine de janvier mettant fin à la surenchère de droits de douane porte sur la protection de la propriété intellectuelle. Le rééquilibrage commercial aux dépens de l'empire du Milieu a donc eu lieu même s'il a surtout favorisé le Mexique et l'Union européenne plutôt que les pays d'Asie du Sud-Est.

L'autre pilier partagé de la politique économique américaine est l'emploi. Là encore le prisme européen conduit à sous-estimer l'importance pour les administrations successives de l'investissement physique et immatériel pour remplir cet objectif.

Depuis vingt ans, la plupart des grandes lois conjoncturelles américaines comportent un crédit d'impôt conditionné à l'investissement. Pour ne citer que les plus récentes, en 2010 la loi pour l'emploi de Barack Obama (*The Hiring incentives to restore employment Act*) multipliait les baisses des charges, mais elle prévoyait aussi la possibilité de déduire la totalité du prix d'achat d'un actif tangible tout en augmentant le plafond de déductibilité votée sous l'administration Bush. La réforme fiscale de Donald Trump est allée encore plus loin en élargissant le champ des types d'investissements éligibles. Les investissements en « propriété intellectuelle » ont bondi de 9% durant la période post-réforme contre 4% avant.

Une des raisons de ce consensus est que l'augmentation du capital par travailleur accroît leur productivité et les salaires. Le résultat est effectivement une hausse plus rapide du PIB potentiel américain par rapport à celui observé en zone euro : 28% depuis 2006 contre à peine 16% en moyenne en zone euro (principalement grâce à l'Allemagne). Certes le PIB potentiel est le résultat d'un calcul et il est extrêmement difficile de dissocier l'impact de l'investissement sur les salaires de celui d'autres facteurs. Mais l'augmentation du stock de capital aurait engendré une hausse du niveau potentiel du PIB américain compris entre 0.6 à 1.1 point de pourcentage grâce à l'augmentation du capital par travailleur selon nos calculs économétriques. Par ailleurs, après avoir atteint un point haut en 2009 à 9.9%, le taux de chômage a continué de baisser pour atteindre 4.7% en décembre 2016 puis un plus bas historique à 3.5% en septembre 2019. Parallèlement, le taux de participation au marché du travail des 25-54 ans a continuellement augmenté pour atteindre 83% début 2020 et retrouver ainsi ses plus hauts de 2008. La pandémie de Covid-19 a dégradé le marché du travail, mais les républicains et les démocrates se sont accordés pour voter un premier puis un second plan de relance en mars et en avril 2020 qui représentent près de 15% du PIB américain.

Ces deux axes montrent que le renforcement du poids de l'économie américaine dans le monde reste prioritaire via la capacité des États-Unis à imposer ses normes, mais aussi grâce au dynamisme de sa croissance. Tous les instruments sont bons y compris celui plus inattendu pour un Européen de l'augmentation du stock de capital par travailleur et de l'augmentation du nombre de diplômés pour que la tertiarisation de l'économie constitue une nouvelle opportunité de *leadership*.

Il ne s'agit en aucun cas de sous-estimer les différences fondamentales entre les politiques démocrates et républicaines en matière de santé, de redistribution, d'immigration, de réduction des inégalités et bien sûr d'objectifs environnementaux

Vouloir couvrir la population par une assurance maladie est une ambition clairement démocrate comme faciliter l'accès aux soins des plus défavorisés. En 2019, le taux de couverture était de 90.5% contre 100% dans la plupart des pays développés. Mais surtout la proportion de patients qui déclarent renoncer à des soins et des médicaments à cause de leur coût est la plus élevée des pays de l'OCDE. Ainsi, pour les démocrates, l'amélioration de la santé est un objectif de santé publique et ne doit pas seulement être le résultat de choix individuels contrairement à ce que défendait le président républicain qui a vidé de sa substance l'« Obamacare ». Par ailleurs, si le revenu médian d'un ménage était de 65 712 dollars en 2019, en hausse de 4.5% par rapport à 2018, il est de plus de 70 000 dollars pour les «Blancs non hispaniques» et de 41 000 dollars pour les «Afro-américains» selon la terminologie statistique. Le taux de pauvreté (de 12.3% en moyenne) varie quant à lui de 8% à 18% entre ces deux populations. Et selon le FMI, le taux de mortalité du Covid-19 des « Afro-américains » est plus de deux fois supérieur à celui des «Blancs non hispaniques» sur 100 000 personnes. Dans le contexte pandémique, la santé et les inégalités prennent une importance nouvelle, mais il faut avoir en tête qu'en 2019, 88% des Américains s'estimaient en bonne ou très bonne santé, soit une des proportions parmi les plus élevées des pays de l'OCDE. En France, c'est 67.5% de la population seulement !

L'éloignement ou le rapprochement des valeurs européennes et américaines en matière de santé publique, de réduction des inégalités et d'environnement en fonction des résultats électoraux américains (comme l'urgence sanitaire) ne doivent pas faire oublier l'importance de la puissance économique interne et externe pour les gouvernements américains. La concurrence frontale en matière de commerce, d'agriculture, mais aussi de services avec l'Union européenne, l'extraterritorialité, le soutien à l'investissement en innovation et en immatériel, la part plus élevée qu'en Europe de diplômés dans une classe d'âge pour que les investissements et les innovations se diffusent ont en commun de positionner l'économie américaine dans la bataille pour le *leadership* mondial. Même si les enjeux environnementaux sont mieux intégrés, les États-Unis ne renonceront pas à la croissance et à la suprématie économique mondiale y compris aux dépens des Européens. Le pire serait que l'élection de Joe Biden engendre des accords partiels sur le commerce, les normes et les technologies sur notre dos. Onze ans après la grande crise financière qui a eu un effet traumatisant sur l'emploi, la puissance économique est redevenue un objectif aussi consensuel, entre démocrates et républicains, que le retrait des troupes américaines des théâtres d'opérations extérieurs.